



L'Eurasie (2018) : une reprise en ordre dispersé

Julien Vercueil

► To cite this version:

| Julien Vercueil. L'Eurasie (2018) : une reprise en ordre dispersé. 2019. hal-02023201

HAL Id: hal-02023201

<https://hal.science/hal-02023201>

Preprint submitted on 18 Feb 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'Eurasie : une reprise en ordre dispersé

Julien Vercueil

L'économie de la région, appelée ici Eurasie (l'ex-URSS moins les Pays baltes), a repris une véritable dynamique en 2017, après deux années difficiles (2015 et 2016) durant lesquelles la conjoncture régionale a été secouée par la crise de change russe (décembre 2014), suivie d'une forte récession économique, dans un contexte géopolitique plombé par le conflit armé en Ukraine. Avant 2017, la faible croissance de l'Union Européenne, principal partenaire économique de la région, et le recentrage de la Chine sur sa demande intérieure ont empêché la demande extérieure de prendre le relai de la demande intérieure affectée par les difficultés internes de la région, tandis que la chute des prix des matières premières pesait sur les comptes des entreprises et les finances publiques des pays qui en exportent. En 2017, les deux principaux moteurs de la reprise dans la région ont été le redémarrage de la demande ouest-européenne, qui a nettement accéléré dans le courant de l'année, et les prix internationaux du pétrole et des matières premières. Ces derniers ont stimulé la croissance de plusieurs économies importantes de la région, dont la Russie, dont le poids représente les trois quarts de l'ensemble.

Pour juger de la durabilité de cette reprise, il convient d'en analyser la structure. En particulier, il faut évaluer dans quelle mesure elle n'est pas principalement due aux effets directs et indirects de la forte hausse tirée des recettes d'exportation de pétrole. Il faut également comprendre, et ce point est lié au précédent, si la croissance retrouvée est en mesure de consolider les relations économiques à l'intérieur de la zone considérée, ou si elle fragilise au contraire la cohésion de l'ensemble en renforçant des tendances centrifuges.

Un contexte politique durablement dégradé qui a accru l'incertitude ambiante

L'environnement politique pèse de manière déterminante aujourd'hui sur les trajectoires économiques des pays de la région. L'Ukraine (voir l'article de V. Denysiuk) en premier lieu, mais aussi la Moldavie (voir l'article de D. Teurtre) et l'Arménie (voir l'article de J. Radvanyi) sont aux prises avec des contextes géopolitiques régionaux particulièrement difficiles. Cette situation obère les possibilités d'investissement, contraint la demande globale et retarde la modernisation de l'économie, indispensable compte tenu de l'état de vieillissement des infrastructures et du stock de capital dans la région. A un moindre degré, la Russie pâtit aussi de sa situation de conflit avec les pays occidentaux, qui entretient une chape de plomb sur les décisions d'investissement des entreprises étrangères dans le pays, bien au-delà des seuls secteurs touchés par les sanctions et contre-sanctions. L'effondrement des investissements directs étrangers entrants en Russie, provoqué par le conflit en Ukraine, est l'illustration la plus parlante des effets délétères de l'incertitude géopolitique sur l'activité économique : leur montant a été divisé par cinq entre 2014 et 2016, tandis que les sorties de capitaux de la Russie atteignaient des niveaux historiques (plus de 150 milliards de dollars en 2015) (voir l'article de J. Sapir).

A l'inverse, d'autres économies de la région sont restées relativement à l'abri de l'embrasement géopolitique régional. C'est notamment le cas du Bélarus (voir l'article de D. Teurtre) et du Kazakhstan (voir l'article de A. Ahunbaev), qui se sont gardés, malgré les pressions de leur puissant voisin, d'accompagner la Russie dans son bras de fer avec les puissances occidentales autour de l'Ukraine. Elles ont par exemple refusé d'entériner au niveau de l'Union Économique

Eurasiatique les sanctions commerciales que la Russie comptait infliger à l'Ukraine, ce qui l'a mise en minorité pour la première fois au sein de l'organisation, et l'a conduite à édicter ces mesures de manière unilatérale, en contradiction avec les principes de l'Union douanière.

Les politiques menées dans les pays de la région sont un autre facteur de divergence économique : tandis qu'en Ouzbékistan, la succession d'Islam Karimov donnait lieu à un début de libéralisation du régime commercial, ce qui constitue une première depuis l'accession à l'indépendance du pays en 1992, c'est au contraire à un durcissement que l'on a assisté au Tadjikistan, comme au Turkménistan (voir l'article d'A. Ahunbaiev sur l'Asie centrale), mais aussi, dans une moindre mesure, en Russie. Sur le plan régional, on ne peut donc pas dire qu'une tendance de fond se soit imposée dans les politiques économiques menées durant les trois dernières années : l'Eurasie a réagi aux événements en ordre dispersé.

Le rôle des principales locomotives dans la conjoncture régionale : Russie, UE et Chine

L'Union Européenne, la Russie et, désormais, la Chine sont les principaux partenaires économiques des pays de la région, tant en termes d'échanges commerciaux que de flux de capitaux. L'exposition commerciale des pays qui en font partie à ces trois principales locomotives de la conjoncture régionale peut être calculée en rapportant les flux commerciaux bilatéraux à leurs PIB (Tableau 1).

Tableau 1. Exposition commerciale des pays de l'Eurasie à l'Union Européenne, la Russie et la Chine (en % du PIB, 2016)

	Union Européenne		Russie		Chine	
	Exportations	Importations	Exportations	Importations	Exportations	Importations
Arménie	5	6	4	8	1	3
Azerbaïdjan	20	7	<i>n.c.</i>	4	<i>n.c.</i>	1
Bélarus	6	10	20	27	<i>n.c.</i>	4
Géorgie	5	10	2	3	2	2
Kazakhstan	9	4	2	7	3	3
Kirghizie	<i>n.c.</i>	<i>n.c.</i>	2	11	2	20
Moldavie	13	25	2	6	<i>n.c.</i>	4
Ouzbékistan	<i>n.c.</i>	<i>n.c.</i>	2	3	3	4
Russie	9	6			2	3
Tadjikistan	<i>n.c.</i>	<i>n.c.</i>	2	11	1	5
Turkménistan	<i>n.c.</i>	<i>n.c.</i>	1	1	12	1
Ukraine	12	17	3	5	2	5
<i>Moyenne</i>	<i>7,1</i>	<i>8,0</i>	<i>3,7</i>	<i>7,7</i>	<i>2,5</i>	<i>4,5</i>

Source : élaboration de l'auteur d'après services statistiques nationaux, Commission Européenne, CIA World Factbook. « *n.c.* » : données non calculées

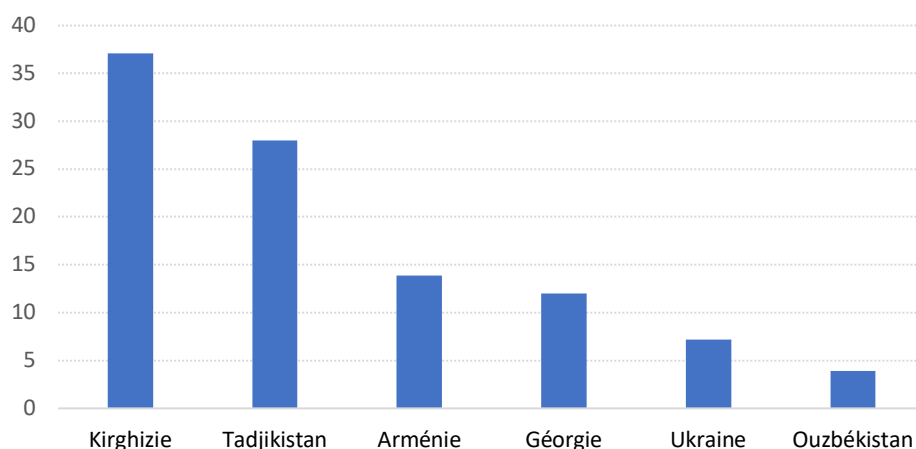
Lecture : Les exportations de l'Arménie vers l'Union Européenne représentent 5 % du PIB de l'Arménie. Les moyennes (non pondérées) sont calculées en remplaçant les données manquantes par des estimations.

Les pays de la région combinent des degrés variables d'ouverture commerciale (mesurés par le poids des échanges dans le PIB) à une concentration géographique des échanges différente suivant les orientations géoéconomiques, les spécialisations productives et les politiques menées. A ce compte, c'est l'Ouzbékistan, pays parmi les plus fermés de la région, qui dépend le moins de ses échanges avec l'UE, la Russie et la Chine, tandis que le Bélarus cumule à l'inverse une exposition commerciale record à ces trois partenaires commerciaux. Ses échanges avec eux dépassent en effet les deux tiers de son PIB.

Le pays le plus exposé à la Chine pour ses exportations est le Turkménistan, qui a fait le choix depuis la fin des années 2000 de réorienter vers elle ses livraisons de gaz pour éviter de dépendre du transit par la Russie. Le pays dépendant le plus de la Chine pour ses importations est la Kirghizie, petite économie commercialement ouverte qui lui est limitrophe et sert de porte d'entrée à de nombreuses marchandises chinoises pour le reste de l'Union Économique Eurasiatique, dont elle est membre. Vis-à-vis de la Russie, c'est le Bélarus qui est le plus exposé, avec des exportations bilatérales qui représentent 20 % de son PIB. L'Union Européenne est le principal marché d'exportation de l'Ukraine, la Moldavie et l'Azerbaïdjan. Leurs exportations vers l'UE représentent de 12 à 20 % de leurs PIB. Il faut noter également la forte orientation européenne du Kazakhstan et de la Russie : essentiellement constituées de matières première énergétiques, leurs exportations vers l'UE atteignent 9 % du PIB dans les deux cas.

Dans ce contexte d'interdépendances commerciales, le redémarrage de la locomotive russe, qui s'est remise lentement des chocs de change et de confiance de 2014-2016, a eu des effets sur la plupart des économies de la région, pour les raisons commerciales évoquées ci-dessus, mais également en raison du rôle que jouent les transferts de revenus des travailleurs émigrés en Russie dans plusieurs économies de la région (graphique 1). La majorité des travailleurs émigrés d'Asie centrale (Kirghizie, Tadjikistan, Ouzbékistan) s'expatrient en Russie. Pour l'Ukraine et les pays du Caucase, les travailleurs émigrés se partagent entre la Russie et les pays de l'Union Européenne (World Bank, 2017).

**Graphique 1. Poids des transferts de revenus dans le PIB,
(%, pays de la région Eurasie, 2017)**



Source : élaboration de l'auteur d'après données Banque Mondiale, 2017

Les raisons du retour de la croissance en Russie sont connues : les entreprises russes se sont adaptées aux nouvelles conditions créées par la dévaluation, les sanctions et les contre-sanctions, tandis que la remontée des prix du pétrole après 2016 a redonné un peu d'oxygène aux entreprises exportatrices et aux finances publiques. Enfin, le maintien d'une forme de protection monétaire de la production nationale après la dévaluation de la fin de 2014 a contribué à restaurer un certain niveau de confiance des entreprises dans l'avenir, confortée par la reprise en 2017 de la demande des ménages, dont les revenus ont fini par cesser de chuter.

De son côté, l'Union Européenne connaît depuis la fin de 2016 une embellie économique générale, quoique plus prononcée au Nord qu'au Sud. La croissance, qui a dépassé 2 % en

moyenne en 2017, soutient à la fois sa demande en importations et le taux de change de l'euro, ce qui profite aux entreprises exportatrices d'Europe orientale et de la CEI dont elle est souvent le principal client. La Chine a continué en 2017 de réaliser son rééquilibrage, entre l'investissement et la consommation d'une part, l'exportation et la demande intérieure d'autre part, tout en poursuivant la montée en gamme de sa production et de ses exportations. Sa demande en matières premières adressée aux pays de la zone est restée dynamique, ce qui a contribué aux bons résultats à l'exportation des pays producteurs en 2017, aidés par la hausse des prix. Les projets d'infrastructures Est-Ouest portés par l'initiative des « nouvelles routes de la soie » chinoise vont sans nul doute contribuer à remodeler à l'avenir les interactions entre les pays de la région, particulièrement en Asie centrale. D'autres projets structurants, qui impliquent des acteurs économiques importants dans la région, créent de nouvelles opportunités de liaisons commerciales et énergétiques, Nord-Sud cette fois. C'est le cas du gazoduc TAPI (Turkménistan – Afghanistan – Pakistan – Inde), dont les travaux les plus sensibles, situés sur le territoire afghan, ont été lancés à la fin de février 2018 avec le concours de financements de la Banque Islamique de Développement. Le bouclage du financement de ce gazoduc, qui nécessite plus de 8 milliards de dollars d'investissements, devrait intervenir dans le courant de l'année, incluant probablement des engagements d'institutions plurilatérales de la région, dont la Banque Asiatique de Développement et la BERD.

Après une concurrence conflictuelle, le gel des constructions institutionnelles régionales ?

L'intégration économique concrète au sein de la région suit donc des chemins variés et parfois divergents, au gré des projets transfrontaliers. Par comparaison, les initiatives institutionnelles de coopération régionale, qui ont tant fait parler d'elles de 2013 à 2015, sont en retrait désormais. Ceci est vrai, tant en ce qui concerne les Accords de libre échange-complets et approfondis (ALECA) prônés par l'Union Européenne dans le cadre de son Partenariat oriental, que de l'Union Économique Eurasiatique, entrée en vigueur en 2015 entre la Russie, le Kazakhstan, la Biélorussie, la Kirghizie et l'Arménie.

Les premières évaluations des Accords de libre-échange complets et approfondis signés par l'UE avec l'Ukraine, la Moldavie et la Géorgie¹ permettent de dresser un bilan provisoire de leurs effets. Leur caractéristique est d'aller plus loin qu'un simple accord de libre-échange en proposant, outre le désarmement commercial, une transformation progressive des réglementations de l'économie partenaire qui doit aboutir à les rapprocher de l'acquis communautaire : la Commission Européenne emploie le terme d'« approximation » pour caractériser ce mouvement des réglementations nationales vers les normes européennes.

S'il ne fait pas de doute que les défaillances de l'état de droit, la faiblesse structurelle de l'appareil judiciaire, le niveau de corruption et l'inefficacité de certaines administrations affaiblissent les économies concernées et doivent être corrigés pour améliorer leurs perspectives de croissance, les coûts de l'ajustement impliqué par l'ALECA sont significatifs et l'on s'interroge aujourd'hui sur l'implication réelle de l'UE dans cet ajustement. En particulier, la Commission Européenne apportera-t-elle l'assistance nécessaire à hauteur des besoins ? Plus généralement, l'inquiétude existe au sujet de la capacité des sociétés à absorber le choc de compétitivité que l'intensification des échanges avec l'UE ne manquera pas d'exercer sur les structures productives locales (Adamov et Havlik, 2016, 2017). Vis-à-vis des autres pays de la

¹ Les dirigeants arméniens ont renoncé *in extremis* à signer l'ALECA et se sont tournés vers l'UEE, que l'Arménie a intégrée en 2015.

région, la Commission Européenne, qui n'avait pas anticipé les réactions de certains d'entre eux – dont, bien sûr, la Russie - à la signature des ALECA dans son voisinage oriental, réfléchit désormais à une nouvelle politique régionale, qui remplacerait le Partenariat oriental et serait susceptible d'être mieux acceptée, sans pour autant ouvrir la voie à une adhésion des pays concernés, adhésion désormais illusoire à court et moyen termes.

L'Union Économique Eurasiatique, de son côté, semble en phase de cryogénisation. Les pays ayant refusé d'y participer ont été « punis » par la Russie : le Tadjikistan doit faire face aux difficultés accrues de ses ressortissants travaillant dans l'UEE, dont les conditions d'accès au marché du travail de cette Union – en particulier en Russie - sont désormais rendues plus difficiles. La Géorgie et la Moldavie sont en butte à des mesures de rétorsion commerciale de la part de la Russie pour leurs exportations, au motif que les ALECA qu'elles ont signés risqueraient de provoquer l'invasion des marchés russes par les produits ouest-européens via leurs territoires. L'Ukraine est toujours en conflit ouvert avec son voisin russe sur presque tous les plans, y compris le plan militaire.

Pour autant, ainsi qu'on l'a vu, les pays qui ont choisi d'adhérer à l'UEE n'ont pas toujours pu en tirer le meilleur parti : les fluctuations monétaires consécutives à la dévaluation du rouble à la fin de 2014 ont causé beaucoup de tort aux échanges intra-zone, qui ont chuté ; du fait du conflit commercial de la Russie avec l'UE, des contrôles à ses frontières ont été progressivement rétablis pour les marchandises y compris en provenance de ses partenaires de l'UEE, alors que leur élimination avait été le principal résultat tangible de l'Union douanière. Enfin, les tensions politiques n'ont pas épargné les relations entre la Russie et le Kazakhstan et le Bélarus, malgré leur appartenance à l'UEE. Leurs dirigeants font régulièrement pression sur Moscou pour renouveler ou étendre des avantages commerciaux acquis par le passé, ou empêcher la Russie de mettre en place des restrictions commerciales sur leurs exportations (Marin, 2017, Vercueil, 2017). Dans le cadre de l'UEE, les projets d'approfondissement de l'intégration institutionnelle, notamment dans les domaines clés du système financier et de l'énergie, ont été repoussés au plus tôt en 2025, soit après la fin du prochain mandat de Vladimir Poutine. Le souffle apporté au début des années 2010 par ce projet communautaire paraît bien loin désormais.

Conclusion

La situation économique régionale offre donc le tableau d'une reprise en ordre dispersé. L'accélération de la croissance de l'Union Européenne, la dynamique de la Chine et la sortie de récession de la Russie ont tiré, avec le redressement des prix des matières premières, la conjoncture de la région Eurasie. Parmi les trois pôles principaux d'organisation des échanges commerciaux de la région, l'Union Européenne continue d'occuper la première place, tant par ses exportations que par ses importations. La Russie, bien que moins présente, demeure un partenaire essentiel de la plupart des pays de l'ensemble, surtout par ses approvisionnements énergétiques. Enfin, la Chine, qui monte en puissance depuis deux décennies, reste néanmoins deux fois moins présente que l'UE dans les échanges des pays de la région. Tout comme la Russie, elle y affirme sa présence comme fournisseur plutôt que comme client. Toutefois, contrairement à cette dernière, sa pénétration des marchés de l'Eurasie se fait essentiellement par les biens manufacturés et les équipements productifs, à l'instar de l'Union Européenne.

A moyen et long terme, il nous semble que, pour l'ensemble de la région et sans doute aussi pour l'Europe occidentale, l'enjeu principal soit celui de la construction d'un État et d'une économie stables en Ukraine. Après la crise aiguë de 2014-2016, un début de redressement a

été enregistré, plombé toutefois par une dette publique insoutenable et des déséquilibres internes et externes non résolus. Le risque existe que les autorités, sous la pression des bailleurs de fonds européens et internationaux, se focalisent sur des mesures excessivement restrictives dont les effets sur la demande retarderaient le retour de l'économie à la croissance, plus que jamais nécessaire pour redresser le niveau des revenus de la population (Astrov et Podkaminer, 2017). Au-delà des aspects financiers, la clé du problème ukrainien nous semble résider plutôt dans la résolution de ses déficiences structurelles et institutionnelles. Transformer une économie profondément marquée par la corruption et la prédation, par une guerre civile larvée et un conflit ouvert avec la Russie, en une économie capable de s'intégrer positivement aux flux d'échanges et d'investissements pan-européens est une tâche titanesque. Pour y parvenir, l'engagement politique et financier de l'UE et de ses pays membres demeure indispensable, en l'absence de perspective d'intégration à l'Union Européenne. Une consolidation structurelle de l'économie ukrainienne aurait en effet des conséquences positives sur l'ensemble de la région - y compris sur la Russie.

Références :

- Adarov A., Havlik P. (2016) : « Benefits and Costs of DCFTA : Evaluation of the Impact on Georgia, Moldova and Ukraine », WIIW and BertelsmannStiftung Joint Working Paper, March 2017 [available online] <https://wiiw.ac.at/benefits-and-costs-of-dcfta-evaluation-of-the-impact-on-georgia-moldova-and-ukraine-dlp-4111.pdf>
- Adamov A., Havlik P. (2017) : “Challenges of DCFTAs : How can Georgia, Moldova and Ukraine succeed ?” *WIIW Policy Note / Policy Report* n°18, June 2017 [available online] : <https://wiiw.ac.at/challenges-of-dcftas-how-can-georgia-moldova-and-ukraine-succeed--p-4233.html>
- Astrov V., Podkaminer L. (2017) : “Ukraine : selected Economic Issues”. *WIIW Policy Notes / Report* n°19, December 2017.
- EBRD (2017) : *Transition Report 2017-2018*. London: EBRD, 2017.
- Marin A. (2017) : “Le Bélarus dans l'Union Eurasiatique. Partenaire particulier cherche à préserver ses intérêts”, *Revue d'Etudes Comparatives Est-Ouest*, Vol. 3-4, N°48, décembre 2017, p. 247-275.
- Vercueil J. (2017) : “L'Union Économique Eurasiatique. Au-delà de l'intégration formelle”, *Revue d'Etudes Comparatives Est-Ouest*, Vol. 3-4, N°48, décembre 2017, p. 277-302.
- World Bank (2017) : *Migration and Mobility. Europe and Central Asia Economic Update*. Office of the Chief Economist, World Bank, October 2017.